

Déclaration de BNC sur la campagne israélienne en cours pour réduire au silence Omar Barghouti et réprimer le mouvement BDS

22 mars, 2017 – Le matin du dimanche 19 mars, les autorités fiscales israéliennes ont fait irruption dans la maison d'Omar Barghouti, éminent défenseur palestinien des droits de l'homme et cofondateur du mouvement BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) pour la liberté, la justice et l'égalité du peuple palestinien. Ce jour-là ils ont détenu et interrogé Omar et son épouse Safa pendant 16 heures. Omar subit actuellement son quatrième jour d'interrogatoire.

On trouvera ci-dessous la réponse du comité national palestinien de BDS (BNC) à ces développements et aux efforts systématiques du gouvernement israélien pour criminaliser le mouvement BDS, intimider ses militants et bloquer la libre expression.

Un éminent défenseur palestinien des droits de l'homme, cofondateur du mouvement BDS, Omar Barghouti, a subi pendant des années menaces intensives, intimidation et répression par une variété de moyens de la part du gouvernement d'extrême droite d'Israël, particulièrement depuis que celui-ci considère le mouvement BDS comme une « [menace stratégique](#) » envers son système entier d'injustices contre les Palestiniens.

Lors d'une conférence en mars 2016 dans Jérusalem occupée, plusieurs ministres du gouvernement israélien ont menacé Omar

et des défenseurs clés des droits de l'homme de BDS de mesures sévères, incluant « [l'élimination civile ciblée](#) » – un euphémisme pour un assassinat civil. Le ministère des affaires stratégiques a établi l'an dernier une « unité de salissure », comme l'a révélé le quotidien israélien Haaretz. Ce travail de cette unité est de ternir la réputation des défenseurs des droits de l'homme et des réseaux liés à BDS.

C'est dans ce contexte que doit être comprise l'investigation du département fiscal israélien concernant Omar et son épouse Safa. Ayant échoué à les intimider par la menace de révoquer le permis de résident permanent d'Omar en Israël et après que l'interdiction effective de voyager imposée à Omar n'a pas réussi à bloquer son travail pour les droits de l'homme, le gouvernement israélien en a été réduit à fabriquer une affaire relative à un prétendu revenu d'Omar hors d'Israël pour ternir son image et l'intimider.

Le fait que cette investigation inclut une interdiction de voyager et arrive quelques semaines avant le déplacement prévu d'Omar Barghouti aux États-Unis pour recevoir le Prix Gandhi pour la paix (Gandhi Peace Award) conjointement avec Ralph Nader dans une cérémonie à l'université de Yale prouve son véritable motif : la répression.

Le fait que le gouvernement israélien a rendu publiques les inventions incendiaires contre Omar seulement 24h après son arrestation pour interrogatoire montre sans aucun doute que le véritable objectif de l'investigation est de ternir sa réputation.

Aucune mesure de répression, si extrême soit-elle, exercée par Israël contre le mouvement BDS ou ses défenseurs des droits de l'homme et son vaste réseau de soutiens, ne peut arrêter ce mouvement pour les droits de l'homme. L'intimidation et la répression peuvent à peine affecter un mouvement populaire qui croit dans les coeurs et les esprits des gens, les encourageant à faire ce qu'il faut : se tenir du bon côté de

l'histoire, contre le régime fanatique d'Israël, un régime d'apartheid, d'occupation et de nettoyage ethnique, et pour la liberté, la justice et l'égalité du peuple palestinien.

Ce dernier chapitre désespéré dans la répression et l'intimidation exercée par le gouvernement israélien contre Omar Barghouti est pourtant l'indicateur le plus fort de l'échec du régime israélien d'occupation, de colonialisme et d'apartheid à ralentir l'impressionnante expansion du mouvement BDS pour les droits palestiniens.

Le comité national palestinien BDS (([BNC](#)) est le plus grand regroupement de la société civile palestinienne. Il conduit et soutient le mouvement global Boycott, désinvestissement et sanctions. Visitez le site www.bdsmovement.net et suivez @BDSmovement

Traduction: Catherine G. pour BDS France